

### Informations du Guatemala

6° année / N° 264

du 5 au 11 avril 1988

#### POLITIQUE

Insistance pour que l'URNG dépose les armes.  
Le gouvernement menace d'emprisonner les opposants.  
Les chanceliers excluent le groupe de Contadora.  
Des députés appuient la lettre pastorale "Clameur pour la terre".  
L'Allemagne continue d'apporter son aide à la police nationale.

#### ECONOMIE

Le commerce interrégional se détériore.

#### FORCES INSURRECTIONNELLES

Augmentation des pertes de l'armée en mars.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

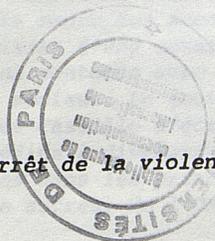
Incendie d'une récolte paysanne.

#### DROITS DE L'HOMME

L'armée agresse le GAM.  
Des universitaires demandent l'arrêt de la violence.  
Menaces contre un journaliste.

#### REFUGIES

Retour de réfugiés guatémaltèques.



4°P.12315

POLITIQUE

**INSISTANCE POUR QUE L'URNG DEPOSE LES ARMES**

Les guérilleros doivent exprimer leur volonté de s'intégrer à la vie politique nationale et discuter avec la Commission nationale de Réconciliation (CNR) les conditions pour qu'ils déposent les armes. C'est ce qu'a répété le gouvernement guatémaltèque le 4 avril dernier. Le porte-parole de la présidence, Julio Santos, a déclaré ce qui figure ci-dessus lors d'un commentaire sur la médiation du président du Costa-Rica, Oscar Arias, qui, à la demande de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) tente de promouvoir un dialogue entre les forces insurrectionnelles et le gouvernement. L'URNG a proposé à Arias d'offrir ses bons offices pour que soient renouées les conversations que des représentants de cette organisation et du gouvernement guatémaltèque avaient soutenues au mois d'octobre dernier à Madrid (Espagne). Ces contacts avaient été interrompus lorsque le président Cerezo avait déclaré qu'ils n'étaient pas nécessaires et que les rebelles devraient canaliser leurs efforts pour déposer les armes à travers la CNR.

**LE GOUVERNEMENT MENACE D'EMPRISONNER LES OPPOSANTS**

Les dirigeants de la Représentation Unitaire de l'Opposition Guatémaltèque (RUOG), Rigoberta Menchu et Rolando Castillo Montalvo, seraient emprisonnés dès leur arrivée dans le pays, a déclaré le 10 avril le président Vinicio Cerezo. Les représentants de la RUOG avaient annoncé leur arrivée au Guatemala, en provenance du Costa-Rica, pour le 18 avril. Le motif de leur voyage était de vérifier sur le terrain la situation des droits de l'homme. Tant le président Cerezo que le chancelier Cabrera et le ministre de la défense, général Hector Gramajo, prétendent que Menchu et Castillo s'abritent derrière l'amnistie décrétée dans le cadre des accords d'Esquipulas II. On a su que, durant leur visite d'une semaine, les représentants de l'opposition ont établi des contacts avec les organisations représentatives de divers secteurs sociaux. Le gouvernement et l'armée ont continué d'accuser Menchu et Castillo d'être des "leaders guérilleros" car ceux-ci se sont dédiés à divulguer la violation des droits de l'homme des Guatémaltèques dans les principales réunions internationales comme celles, entre autres, de l'ONU et de l'OEA.

**LES CHANCELIERS EXCLUENT LE GROUPE DE CONTADORA**

A l'occasion de leur demande pour que l'Espagne, l'Allemagne et le Canada vérifient les accords d'Esquipulas I et II, les chanceliers centro-américains ont confirmé, le 8 avril dans la ville de Guatemala, la déjà connue exclusion des membres du groupe de Contadora en appui au mécanisme de vérification. Les chanceliers ont stipulé

que, une fois établie la demande pour intégrer ce groupe technique auxiliaire, seul celui-ci pourra dicter ses normes de fonctionnement "qu'il communiquera à la commission exécutive pour qu'elle en juge" lors d'une réunion qui se tiendra dans un délai maximum de 30 jours à Tela (Honduras). Le chancelier guatémaltèque, Alfonso Cabrera, a indiqué que la formation du groupe technique "garantit l'équilibre et la bonne conduite du processus". Il a ajouté que "on n'a demandé la participation d'aucun pays latino-américain parce que, selon le chancelier brésilien, Roberto Abreu Sodre, aucun d'entre eux n'a la capacité économique ni technique pour assumer ces fonctions."

#### DES DEPUTES APPUIENT LA LETTRE PASTORALE "CLAMEUR POUR LA TERRE"

Les membres de la Commission des communautés indigènes du Congrès de la République ont manifesté le 7 avril leur satisfaction par rapport à la lettre pastorale "La clameur pour la terre". Dans un télégramme envoyé à Mgr Rodolfo Quezada Toruno, président de la Conférence épiscopale du Guatemala, les députés ont déclaré que la lettre rendue publique le 21 mars par les évêques est "une dénonciation prophétique de la réalité dans laquelle vivent les grandes majorités ethniques du pays". Ils ajoutent que le problème agraire du Guatemala doit être étudié et résolu conformément à la réalité historique et présente. De leur côté, les propriétaires terriens, regroupés dans l'Union Nationale Agricole (UNAGRO) et les secteurs privés de la Société les Amis du Pays se sont prononcés contre les recommandations de la conférence épiscopale qui a demandé une meilleure distribution de la richesse dans le secteur agricole guatémaltèque.

#### L'ALLEMAGNE CONTINUE D'APPORTER SON AIDE A LA POLICE NATIONALE

L'Allemagne occidentale peut continuer d'apporter son aide policière au Guatemala au-delà de 1989, a dit implicitement à Bonn le sous-secrétaire à la coopération économique, Volkmar Hoehler, à son retour d'une rapide tournée en Amérique centrale et dans la Caraïbe, d'après une dépêche internationale publiée le 4 avril. Hoehler, membre du parti d'Union démocrate-chrétienne, au gouvernement, a défendu le projet d'aide à la police guatémaltèque contre les critiques de l'opposition sociale-démocrate et éco-pacifiste "verte" allemande. Le sous-secrétaire a ajouté qu'il ne fait aucun doute que la situation des droits de l'homme au Guatemala n'est pas comparable avec "nos normes". Pourtant, l'Allemagne occidentale construira pour le gouvernement guatémaltèque une route dans le département du Peten au nord du pays, a informé le sous-secrétaire.

### ECONOMIE

#### LE COMMERCE INTERREGIONAL SE DETERIORE

Les problèmes économiques et politiques de l'Amérique centrale ont affecté de façon significative le commerce de la région, a déclaré le ministre de l'économie du Guatemala, Izardo Sosa Lopes, le 11 avril à Mexico. Le fonctionnaire a expliqué que la chute du commerce dans la région centro-américaine est telle que, en 1980, 1.500 millions de dollars avaient été traités tandis que le chiffre de l'année dernière n'a été que de 300 millions. Il a également signalé que la balance commerciale entre le Mexique et le Guatemala favorisait le premier pour 120 %. En outre, il a été fait mention de l'envoi de 26.000 tonnes de sucre cru du Guatemala vers l'Union Soviétique, principal marché socialiste pour ce produit.

### FORCES INSURRECTIONNELLES

#### AUGMENTATION DES PERTES DE L'ARMEE EN MARS

Les forces de guérilla de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque (URNG) ont fait savoir, le 11 avril, que durant le mois de mars dernier elles ont infligé à l'armée 201 pertes vérifiées. Selon la même information les affrontements ont eu lieu dans les départements de Chimaltenango, El Peten, San Marcos, Quetzaltenango et Suchitepequez, avec un bilan de 162 pertes pour les forces gouvernementales, entre les morts et les blessés. C'est ainsi que, dans le département du Quiche, au nord-ouest du pays, les rebelles ont réalisé 86 harcèlements, 4 attaques de casernes et 4 actions de propagande armée lors d'actions réalisées dans les communes de Nebaj, Chajul et Ixcán où elles ont occasionné 39 autres pertes pour l'armée tandis que les insurgés sont sortis indemnes, indique le communiqué de l'URNG.

### MOUVEMENT POPULAIRE

#### INCENDIE D'UNE RECOLTE PAYSANNE

Le mouvement paysan Pro Tierras, dirigé par le prêtre Andrés Gijon, a dénoncé le 6 avril l'incendie de 30.000 quintaux de maïs qui a eu lieu dans la ferme Malaga, située à Santo Domingo (Suchitepequez), dans le sud-ouest du pays. La dénonciation a été faite par le sous-directeur du mouvement Pro Tierras, Gilberto Ovalle, qui a informé que les pertes se montent à 300.000 quetzals (environ 120.000 dollars) et arfectent à 455 paysans. Ovalle a signalé que, lorsqu'ils se sont rendu compte les quintaux de maïs brûlaient déjà. On ignore la façon dont le feu a pris et Ovalle a ajouté que l'on n'écarte pas l'hypothèse d'un attentat. Les paysans sinistrés avaient obtenu la dite ferme à la suite d'une série d'actions pour faire pression sur le gouvernement démocrate-chrétien de Vinicio Cerezo afin qu'il

exécute les promesses faites aux démunis de leur concéder la propriété de certaines terres. Ils avaient, en particulier, fait une marche depuis le sud du pays jusqu'à la capitale guatémaltèque en 1986.

#### DROITS DE L'HOMME

##### L'ARMEE AGRESSE LE GAM

Des membres du Groupe d'Appui Mutuel (GAM) ont été traités "despotiquement" par des effectifs militaires de la base militaire de Santa Cruz (El Quiche) qui ont eu recours à la "force brutale" pour les retirer de là où ils se trouvaient, ont informé les médias. L'incident s'est produit le 5 avril lorsque des membres du GAM, accompagné de journalistes, se sont présentés dans les installations militaires pour demander que l'armée cesse de faire pression sur les membres de ce groupe humanitaire dans cette zone du pays. Le GAM a demandé le 31 mars la collaboration des chefs militaires dans la recherche de nouveaux cimetières clandestins après que l'on en ait découvert un en février dernier avec les restes de 23 personnes. La présence de la délégation, intégrée par deux femmes et deux hommes, a été qualifiée par l'armée de "franche provocation" destinée uniquement à faire une publicité gratuite. L'armée a aussi menacé de porter plainte pour "invasion des installations militaires".

##### DES UNIVERSITAIRES DEMANDENT L'ARRET DE LA VIOLENCE

Le Conseil Supérieur Universitaire Centraméricain (CSUCA) a dénoncé le fait que l'on voit à nouveau se lever le spectre de la violence contre les universitaires guatémaltèques, dans une lettre ouverte au président Vinicio Cerezo. Après avoir énuméré les assassinats de trois étudiants universitaires et la détention d'un professeur, le CSUCA a précisé que les dirigeants de l'Association des étudiants universitaires du Guatemala sont victimes de constantes menaces de mort qui pourraient, malheureusement, se concrétiser à n'importe quel moment. C'est pourquoi ils font un appel à Vinicio Cerezo qui, en tant que président du Guatemala peut retenir la "main des assassins et leur imposer le châtement qu'ils méritent". "Durant les dernières années les formes les plus diverses d'agression ont été pratiquées contre l'Université nationale de San Carlos" mais "malheureusement, il semble que le spectre de la violence se lève à nouveau contre les universitaires de votre pays" conclut la lettre du CSUCA, publiée le 17 avril.

##### MENACES CONTRE UN JOURNALISTE

L'Association des journalistes du Guatemala (APG) a dénoncé le 7 avril le fait que son vice-président, Fernando Linares, a été menacé par un assesseur du département d'information de l'armée à cause de la publication d'un article de lui sur l'institution militaire. Dans

sa réfutation de l'article de Linares sur la capture de 5 citoyens tchécoslovaques par l'armée, sous le prétexte d'espionnage, l'assesseur militaire Federico Schennegans dit que "sous d'autres latitudes il n'aurait pas pu écrire de telles choses mais que, maintenant, attaquer l'institution militaire est une façon simple de devenir célèbre". Ces mots et d'autres encore prononcés par Schennegans ont été considérés par l'APG comme une menace contre l'intégrité physique de Linares.

#### REFUGIES

##### RETOUR DE REFUGIES GUATEMALTEQUES

Quarante-quatre réfugiés guatémaltèques, membres de 9 familles, sont partis dans la matinée du 4 avril vers Huehuetenango après six ans de vie au Mexique dans les camps de Kuchumatan et Maya Balam, dans le Quintana Roo. L'information a été fournie par Jorge Zavala Alegria, chef exécutif de la Commission Mexicaine d'Aide aux Réfugiés (COMAR). Il a également fait savoir que c'est le premier groupe de personnes qui demande son rapatriement volontaire à l'ACNUR et la COMAR, sur un total de 433 demandes. Finalement le fonctionnaire a déclaré que dans le Quintana Roo il reste encore 6.771 réfugiés.